

Impôt sur le revenu—Loi

D'abord je voudrais remettre cela dans le contexte et essayer de pouvoir demander à l'opinion publique d'être juge en même temps de cette évolution fiscale du gouvernement. Madame la Présidente, pour pouvoir mettre cela en perspective, il faut se demander ce que les membres du gouvernement actuel nous disaient avant la campagne électorale de 1984 et par la suite sur deux ou trois sujets extrêmement importants en termes de choix politique.

Une voix: Mais où sont les ministres?

M. Gauthier: Il n'y a pas un seul ministre à la Chambre. C'est épouvantable!

M. Rossi: Ce n'est pas nouveau.

• (1520)

[Traduction]

M. Garneau: Je pourrais citer ce que le premier ministre (M. Mulroney) et le ministre des Finances (M. Wilson) ont affirmé pendant la dernière campagne électorale et tout de suite après les élections de septembre 1984. Par exemple, selon le *Sun* de Toronto du 29 novembre 1984, le premier ministre a déclaré qu'il n'était pas en faveur d'imposer lourdement le revenu des particuliers pour réduire le déficit fédéral grandissant, parce que les Canadiens payaient déjà trop d'impôts. Le premier ministre a fait cette déclaration le 29 novembre 1984, après les élections.

Quels discours tenait-il avant les élections? Il a affirmé que les Canadiens payaient déjà trop d'impôts, que les services publics les saignaient à blanc, et qu'ils avaient l'impression d'en payer suffisamment, opinion partagée par certains au gouvernement, dans le secteur privé et dans le milieu syndical.

Je vais rappeler ce que le ministre des Finances, alors dans l'opposition, disait en août 1984 avant les élections: «Nous n'avons pas du tout l'intention de hausser les impôts sur le revenu pour les Canadiens» ce qu'il faudra faire c'est dégraisser l'administration.» Après les élections, le 1^{er} mars 1985, le ministre des Finances déclarait encore: «Je ne veux pas augmenter les impôts. Nous avons une bonne marge de manoeuvre du côté des dépenses pour nous attaquer au problème du déficit. Une hausse de l'impôt, et certes une hausse générale d'impôts, a un effet déprimant pour l'économie, et je ne veux pas nous voir faire pareille chose.» Voilà en substance ce qu'il disait en mars 1985, plusieurs mois après que les conservateurs eurent accédé au pouvoir.

Que se passe-t-il aujourd'hui? Nous sommes maintenant saisis du projet de loi C-23 qui ajoutera un fardeau sur les épaules de nombreux Canadiens. Presque tous les Canadiens seront tenus de payer, surtout les contribuables à moyens et faibles revenus. Compte non tenu de la désindexation automatique, ils auront cette année à payer 1,7 milliard de dollars de plus d'impôts. C'est ce que le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Vincent) aurait dû dire aux Canadiens. C'est la vérité. Le projet de loi C-23 alourdira le fardeau fiscal des contribuables canadiens de plusieurs milliards de dollars.

Voyons le résultat net des deux derniers budgets conservateurs. Leur effet cumulatif se chiffre à 6,5 milliards de dollars en impôts additionnels pour les particuliers et les sociétés au Canada. Comment concilier cela avec la déclaration faite par le premier ministre (M. Mulroney) non seulement avant mais

après les élections quand il disait que les Canadiens étaient déjà surtaxés? Ils l'étaient alors, et ils devront maintenant payer 6,5 milliards de dollars en impôts additionnels. Le gouvernement n'a pas cessé de nous dire qu'il augmentait les impôts pour lutter contre le déficit. Vous vous rappellerez sans doute que ce qui lui importait le plus au début de son mandat, c'était de lutter contre le déficit.

[Français]

Madame la Présidente, durant les premiers temps de son mandat, le chef du parti conservateur, le premier ministre (M. Mulroney), répétait continuellement que l'objectif de son gouvernement était de combattre le déficit. Dans une entrevue qu'il accordait à un journal, et cela remonte même à avant les élections, en mars 1984, le premier ministre disait que...

[Traduction]

Je voudrais citer ces propos en anglais car l'entrevue a été accordée en anglais en mars 1984. On a posé la question suivante au premier ministre:

Sur votre liste de priorités, quel rang accorderiez-vous à la lutte contre le déficit?

Voici ce qu'a répondu le premier ministre:

Je la placerais en tête de liste.

[Français]

Madame la Présidente, c'était la déclaration du premier ministre concernant le déficit: *right on top of the heap*. Mais quand on regarde la situation réelle, on se dit: non seulement l'actuel premier ministre et le ministre des Finances (M. Wilson) n'ont pas dit la vérité à la population et ce sont les seuls mots parlementaires que je peux utiliser, non seulement n'ont-ils pas dit la vérité concernant les augmentations d'impôt qu'ils ne devaient pas faire, mais concernant le déficit également, on s'aperçoit que ce gouvernement n'a pas livré la marchandise lorsque, pour la dernière année complète d'administration libérale on reproche à temps et à contretemps les erreurs. Il y en a certainement eu des erreurs puisque la population a décidé de changer de gouvernement en 1984, je suis prêt à le reconnaître. Mais lorsqu'on constate qu'au 31 mars 1984 la dette publique du Canada, d'après les chiffres publiés par le ministre des Finances lui-même, était de 160.8 milliards de dollars et qu'elle sera, suivant les prévisions annoncées et mises à jour en septembre par l'actuel ministre des Finances, que cette dette publique sera passée de 160.8 milliards à 265 milliards, pour un gouvernement qui devait s'attaquer comme première priorité au déficit, madame la Présidente, je vais faire une concession, je vais dire: O.K. du 31 mars 1984 à aller jusqu'au 4 septembre 1984, l'actuel gouvernement ne peut pas être blâmé de cela. O.K.! On va prendre la proportion et on va dire qu'au moment où ils ont pris le pouvoir le 4 septembre, la dette publique était de 176.8 milliards de dollars et au 31 mars 1987, si les prévisions du ministre des Finances se réalisent, elle sera de 265 milliards, une augmentation de 88 milliards en deux ans et demi. Il n'y a aucun ministre des Finances sous aucun gouvernement de quelque parti que ce soit qui aura réussi l'exploit formidable d'avoir ajouté à la dette publique dans l'espace de deux ans et quelques mois 88 milliards de dollars, malgré le fait qu'on ait augmenté les taxes comme on ne l'avait jamais vu auparavant.